

16 mars 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à CBS et CNN le 16 mars 2003, sur son refus d'une intervention militaire en Irak, sa préférence pour un délai supplémentaire accordé aux inspecteurs du désarmement en Irak, les relations franco-irakiennes et le risque d'une dégradation des relations entre la France et les Etats-Unis.

QUESTION - Je voudrais tout d'abord vous demander : il y a un sommet qui doit se tenir aux Açores entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Est-ce que vous pensez encore que la guerre est inévitable ?

LE PRESIDENT - Je souhaite qu'elle ne le soit pas. Je souhaite que ce sommet entre le Président BUSH, Monsieur AZNAR, Monsieur BLAIR, se déroule dans une grande sérénité. Et j'espère qu'il aura su ne pas ignorer la très grande majorité des peuples et des nations qui s'expriment jour après jour en faveur d'inspections qui marchent, et non pas en faveur de la guerre.

QUESTION - Quelle est votre opinion sur ce qui va sortir de ce sommet ?

LE PRESIDENT - Je ne veux pas préjuger. J'espère que la raison l'emportera et qu'on reconnaîtra qu'il y a un système qui marche, c'est-à-dire celui qui permet d'atteindre notre objectif commun, à savoir le désarmement de l'Iraq, l'élimination et la destruction de ses armes de destruction massive, et que cela pourra se faire grâce à des inspections qui, je le répète, ont prouvé qu'elles étaient un moyen efficace d'atteindre cet objectif.

QUESTION - Monsieur le Président, quelle est vraiment votre limite ultime ? Vous ne l'avez pas vraiment dit, mais vous avez dit que vous étiez prêt à offrir un compromis. Quel est votre objectif de compromis pour réunir le Conseil de sécurité et pour aller de l'avant, ensemble comme au Conseil de sécurité. Combien de jours seriez-vous prêt à accorder aux inspections ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas à moi de le dire, c'est aux inspecteurs de le dire. Moi, je constate une ou deux choses. A l'unanimité, le Conseil de sécurité, à l'unanimité, ce qui est rare sur une question importante, le Conseil de sécurité, par la résolution 1441, a décidé de désarmer l'Iraq par la voie pacifique des inspections, dans toute la mesure où les inspecteurs considéreraient que c'est possible. ça, c'est une première constatation.

Nous voyons aujourd'hui, en écoutant le rapport des inspecteurs, que des progrès importants ont été faits, qu'on détruit tous les jours des armes irakiennes, que, certes, on n'a pas encore atteint l'objectif mais que les inspecteurs considèrent, et le diront d'ailleurs mardi prochain, qu'on a une possibilité d'atteindre l'objectif sans faire la guerre. C'est l'objectif que je recherche. Alors, moi, je suis tout à fait prêt à accepter toutes les modalités pratiques que les inspecteurs proposeront, notamment en termes de délais. Je vous rappelle que les inspecteurs ont dit à plusieurs reprises que ce n'était pas une question d'années, que ce n'était pas non plus, naturellement, une question de jours, que c'était une question de mois. Alors, est-ce que c'est un mois, deux mois ? Je suis prêt à tout accord sur ce point qui aurait l'aval des inspecteurs.

QUESTION - Dans votre discours, vous seriez prêt à trente jours ou cinquante jours comme délai ?

QUESTION - Donc vous dites que vous seriez prêt à trente jours ou soixante jours comme délai ?

LE PRESIDENT - Tout ce que proposeront les inspecteurs dans ce domaine me paraît devoir être accepté. Nous avons confié une mission aux inspecteurs. Nous avons l'obligation morale et politique de suivre leur conseil ou de dire pourquoi on le suit pas. Mais, si on ne le suit pas, seul le Conseil de sécurité peut le dire et se prononcer. C'est dans cet esprit qu'hier, l'Allemagne, la Russie et la France, soutenues aujourd'hui par la Chine, ont proposé qu'à l'occasion ou à la suite du rapport que feront les inspecteurs mardi, qui vont donner leur programme et l'accélération possible de ce programme, ce qui permet une très forte pression, je le dis au passage, sur l'Iraq, sur les autorités iraqiennes, nous avons proposé que, tout de suite après ce rapport des inspecteurs sur leur programme et sur le calendrier, il y ait une réunion du Conseil de sécurité au niveau des ministres des Affaires étrangères pour soit approuver, soit modifier, soit le cas échéant rejeter, ce qui m'étonnerait naturellement, mais approuver ou modifier le rapport des inspecteurs.

L'objectif, je le répète, il est le même pour tous les membres du Conseil de sécurité, pour les quinze membres, et il est en réalité celui de toute la communauté internationale, c'est-à-dire : il faut désarmer l'Iraq. On ne peut pas laisser le dictateur iraquien en situation de pouvoir détenir des armes dont on ne sait pas ce qu'il pourrait faire ou dont on imagine trop ce qu'il pourrait faire. Donc, ceci est clair. Ce qu'il faut, c'est le faire dans des conditions les plus raisonnables, les plus normales possible et, pour le moment, je le répète, ces conditions, c'est la poursuite et l'achèvement des inspections.

QUESTION - Les inspections marchent en grande partie à cause des grandes forces qui sont rassemblées juste à la frontière de l'Iraq. Mais est-ce que cela ne serait pas encore plus efficace si la France, aussi, envoyait des troupes afin de doubler, de tripler cette menace, cette pression ?

LE PRESIDENT - J'ai déjà dit, et je suis tout à fait sûr de ce que j'avance, que c'est grâce à la pression des troupes américaines et anglaises que les autorités iraqiennes et que Saddam HUSSEIN ont évolué, changé et ont été obligés d'accepter, de coopérer, d'abord très insuffisamment puis plus activement d'après les inspecteurs, avec les inspecteurs et le système des inspections.

Je considère pour ma part que les Américains ont déjà gagné. Et ils ont gagné sans tirer un coup de feu. Sans leur présence sur place, il n'y aurait pas eu d'évolution, probablement, de cette nature en Iraq et il n'y aurait pas eu la possibilité d'atteindre notre objectif de désarmement par la voie des inspections et de destruction, de trouver et de détruire les armes. Donc, je considère effectivement que les Américains ont eu un rôle essentiel. Et nous devons de ce point de vue leur être reconnaissants d'avoir exercé cette pression efficace. Mais ça ne veut pas dire qu'il faut pour autant faire la guerre si elle n'est pas nécessaire. Et je ne la crois pas aujourd'hui nécessaire.

QUESTION - Les choses vont beaucoup mieux que dans le passé, mais ce n'est pas parfait et il n'y a pas vraiment une coopération active de la part de Saddam HUSSEIN. Est-ce que cela n'aurait pas été encore un signal plus fort si la France, aussi, avait envoyé des troupes afin de maintenir cette pression ?

LE PRESIDENT - La France s'était inscrite dès le départ dans un processus dont elle pensait qu'il pouvait réussir. C'était celui de la résolution 1441. Ce processus ne retenait pas l'hypothèse d'une guerre et, donc, la France est restée dans sa logique, dans sa conception des choses. C'est-à-dire que l'on peut obtenir par la voie des inspections le désarmement de l'Iraq. Voilà pourquoi nous avons la position qui est aujourd'hui la nôtre et pourquoi nous refusons aujourd'hui, je dis bien aujourd'hui, la perspective de la guerre. Et nous irons naturellement jusqu'au bout de notre refus.

Nous le refusons parce que nous considérons qu'il y a d'autres perspectives possibles, celles des inspections. Il est évident que, si les inspecteurs venaient nous dire : "eh bien, cela ne marche plus, il n'y a pas de coopération suffisante, nous ne pouvons pas exercer notre contrôle comme il convient, cela ne marche pas", ou bien si Saddam HUSSEIN, comme hélas il nous l'a montré dans certaines circonstances de sa vie, prenait tout d'un coup une initiative aberrante, une de ces initiatives dont il a le secret, à ce moment-là, naturellement, la France changerait sa position. Constatant l'échec de la stratégie qu'elle soutient, c'est-à-dire celle des inspections, elle ne

refuserait aucune solution y compris la guerre. Mais, je le répète, ce n'est pas la situation aujourd'hui et, aujourd'hui, nous pouvons jouer la carte de la paix qui est toujours, toujours, la carte la plus raisonnable.

QUESTION - Les Etats Unis ont accusé la France d'empoisonner le processus en disant qu'elle utiliserait le veto dans n'importe quelles circonstances. Et, en Iraq, la presse loyale à Saddam HUSSEIN est en train de vous rendre hommage. Elle dit que c'est une grande victoire pour Saddam HUSSEIN. Est-ce que vous ne pensez pas que vos déclarations répétées d'utiliser le veto donnent plus de force, plus d'audace à Saddam HUSSEIN ?

LE PRESIDENT - Je ne le crois pas du tout et, de toute façon, je pense que ce n'est pas un problème d'actualité. Vous observerez qu'aujourd'hui, il n'y a pas au Conseil de sécurité de majorité pour la guerre. Il n'y en a pas. Donc il n'y a pas de problème de veto puisqu'il n'y a pas de majorité pour engager la guerre.

D'autre part, il est évident que la France a des convictions. Elle considère que la guerre est toujours la pire des solutions, qui ne peut être utilisée que s'il n'y en a vraiment pas d'autres, et elle reste fidèle à ce principe. Elle ne refuse pas la guerre s'il y a obligation de la faire. La France n'est pas pacifiste, elle n'est naturellement pas anti-américaine. Elle ne va pas utiliser son droit de veto pour ennuyer les Etats Unis. Simplement, elle considère qu'il y a une autre voie, qui est une voie plus normale, moins dramatique que la guerre, et que cette voie doit être poursuivie jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que c'est une impasse. Ce n'est pas le cas.

QUESTION - Quelle est cette impasse ? J'aimerais savoir quelle est la limite ultime pour vous, parce qu'on ne l'a pas encore entendu ?

LE PRESIDENT - La limite ultime ? C'est très simple, c'est le rapport des inspecteurs. Tant que les inspecteurs nous disent : "il y a une coopération, qui peut être améliorée mais qui est tout de même suffisante, nous pouvons assurer le désarmement de l'Iraq, ce n'est pas un problème d'années, c'est un problème probablement de mois", d'un mois, deux mois, trois mois, je ne sais pas, tant que les inspecteurs nous disent cela, il n'y a aucune raison pour nous de changer.

QUESTION - Pourquoi est-ce que vous n'avez pas pu arriver à un compromis avec les Etats Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne pour dire : "eh bien, parlons de ce qu'ont dit les inspecteurs, deux, trois mois" et à ce moment-là arriver à un accord plutôt que de voir le Conseil de sécurité complètement divisé et le chaos sur la scène mondiale ?

LE PRESIDENT - Je souhaite beaucoup que l'on puisse avoir cette discussion. Nous y sommes prêts. J'ai même proposé qu'il y ait une réunion au sommet, c'est-à-dire au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de sécurité, justement pour parler de ces choses sans a priori, en disant quel est l'intérêt du monde de demain, quel est l'intérêt de la sécurité, quel est l'intérêt des actions qui nous sont communes, celle de la lutte contre le terrorisme, celle de la lutte contre la prolifération, quel est notre intérêt commun. Mais vous aurez remarqué que la proposition que j'ai faite que nous en parlions tous ensemble dans la sérénité à partir, je le répète, d'un accord qui avait été pris à l'unanimité du Conseil de sécurité, cette proposition n'a pas été suivie d'effets. Alors, j'espère qu'à l'occasion, pour répondre aussi à la question que vous m'aviez posée tout à l'heure, à l'occasion du sommet des Açores, les trois Présidents qui sont, je dirais, a priori favorables à la guerre seront attentifs à ne pas rompre ce qui est tout de même une unanimité du Conseil de sécurité.

QUESTION - Est-ce que vous pensez que Saddam HUSSEIN a des armes de destruction massive, par exemple des armes biologiques ou chimiques ?

LE PRESIDENT - Je n'en sais rien. Je n'ai aucune preuve de cette nature. Ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est que, si l'on en croit M. EL BARADEI et les spécialistes, il n'y a plus d'armes, il n'y a pas d'armes nucléaires ou de programme de nature à permettre de fabriquer des armes nucléaires. Ça, c'est un point qui paraît acquis du point de vue des inspecteurs.

Pour les armes de destruction massive chimiques, biologiques, je n'en sais rien, nous n'avons aucune preuve mais, cela, c'est précisément la tâche des inspecteurs. Il leur appartient de continuer leur travail, de trouver le cas échéant ces armes et de les détruire. Or les inspecteurs nous disent : "c'est un travail que nous pouvons faire". Alors, lorsqu'il apparaîtra que, pour une

raison ou pour une autre, ils ne peuvent pas ou ils ne peuvent plus le faire, là, il sera temps naturellement de recourir à d'autres moyens, y compris la guerre. Mais ce n'est pas le cas. Si bien que partir en bataille, se précipiter sur la guerre, aujourd'hui, me paraît tout à fait disproportionné et inadéquat avec l'objectif que l'on s'est fixé, qui est de désarmer l'Iraq. Cela, c'est un point sur lequel tout le monde naturellement est d'accord.

QUESTION - Il se trouve, le fait est, Monsieur le Président, qu'aux Etats-Unis, il y a beaucoup de gens qui pensent que vous êtes un ami, un copain de Saddam HUSSEIN, que vous avez des contacts avec lui depuis longtemps, que vous avez aidé à construire le réacteur nucléaire, qu'il y a également des contrats pétroliers. Vous avez invité Saddam HUSSEIN en France, il y a une photo très célèbre où vous levez votre verre à Saddam HUSSEIN. On a l'impression que c'est une relation personnelle, une relation d'affaires.

LE PRESIDENT - Cela, c'est ce que l'on appelle la légende ou, si l'on est moins indulgent, la polémique. J'ai vu Monsieur Saddam HUSSEIN lorsqu'il était Vice-Président iraquien, deux fois, en 1974 et 1975 ou 1976. Je ne l'ai jamais revu. C'était une époque où tout le monde avait d'excellentes relations avec Saddam HUSSEIN, avec le Parti Baath qui était considéré à l'époque comme un parti moderne. Tout le monde. Et moi, je n'ai plus eu de relations depuis. Il n'en est pas de même de tout le monde. Certaines autorités très importantes de l'administration américaine d'aujourd'hui, en 1983 encore, avaient des rapports avec Monsieur Saddam HUSSEIN. Pas moi. Alors, ne mélangeons pas les choses et ne polémiquons pas.

Quant à nos intérêts, que vous avez évoqués, il faudrait là aussi que les choses soient claires. Le commerce extérieur de la France avec l'Iraq représente 0,2 % du commerce extérieur français, c'est-à-dire que nous n'avons pas d'intérêts économiques. L'Iraq n'est pas à ma connaissance dans les 60 pays avec lesquels nous avons un commerce qui soit un peu substantiel. Quant à nos importations de pétrole, elles représentent 8 % des exportations iraquiennes. C'est-à-dire que les Etats-Unis importent 5 ou 6 fois plus de pétrole que nous d'Iraq. Donc les motifs que vous évoquez sont des motifs qui, permettez-moi de vous le dire, ne sont pas sérieux.

QUESTION - Il y a eu également des allégations persistantes selon lesquelles Saddam HUSSEIN avait versé des fonds pour une de vos campagnes électorales. Comment répondez-vous à cela ?

LE PRESIDENT - Que c'est absurde. On peut dire n'importe quoi, naturellement. Il y a une expression en français qui dit : "plus c'est gros et mieux cela passe". C'est à ce stade que se situe l'affirmation de cette nature.

QUESTION - Vous avez dû également voir dans le New York Times de cette semaine un éditorial qui suggère, qui dit que des entreprises françaises aident à approvisionner Saddam HUSSEIN, avec un transfert de matériels qui pourraient être utilisés pour construire et armer ses missiles de longue portée. Le New York Times a fait un rapport disant qu'il y a des preuves que des entreprises françaises sont impliquées dans un transfert de matériels pour être utilisés pour la construction des missiles irakiens de longue portée. Est-ce que vous savez s'il y a des entreprises françaises qui participent à un tel effort iraquien et, si oui, que pouvez-vous faire contre ces entreprises ?

LE PRESIDENT - Comme le New York Times est un journal sérieux, nous avons immédiatement fait une enquête sur ses affirmations. Et je puis vous confirmer le communiqué officiel qui a été publié, après enquête naturellement, par le ministère français des affaires étrangères : la France et les entreprises françaises n'ont jamais donné leur aval ou effectué des livraisons de cette nature. J'oppose donc un démenti formel à cette affirmation qui relève là aussi d'une information erronée ou polémique.

QUESTION - Est-ce que je peux vous poser une question concernant le réacteur nucléaire Osirak ? Vous savez qu'il a été également appelé Ochirac. En y réfléchissant, est-ce que vous regrettez qu'il ait été détruit, dans la mesure où il aurait pu être utilisé pour fabriquer des armes nucléaires ?

LE PRESIDENT - Ce réacteur était un réacteur civil qui était de nature à produire de l'électricité, et seulement de l'électricité. Je ne pense pas qu'il aurait pu servir de chaînon, de base pour le développement d'une technologie nucléaire militaire. Mais, enfin, les choses sont ce qu'elles sont, il a été détruit. Très bien. Il a été détruit. Le problème ne se pose plus. Je me permets de vous

Il a été détruit. Très bien. Il a été détruit, le problème ne se pose plus. Je me permets de vous rappeler qu'à l'époque, toutes les grandes démocraties, toutes, avaient des rapports et des échanges avec l'Iraq, y compris dans le domaine des armements et parfois des armements de destruction massive, notamment des armements de nature bactériologique ou biologique, etc... Toutes les grandes démocraties. Alors, ne revenons pas sur ce point, mais que l'on n'accuse pas la France qui, elle, avait limité son action à offrir à l'Iraq les moyens de produire de l'électricité pour s'éclairer ou pour faire tourner leurs machines.

QUESTION - Quels sont les pays dont vous parlez, en fait ?

LE PRESIDENT - Toutes les grandes démocraties sans exception.

QUESTION - Monsieur le Président, vous savez que, depuis que vous avez adopté la position que vous avez adoptée, il y a eu une réaction massive aux Etats-Unis, à tous les niveaux de la société, depuis le leader de la Chambre des Représentants, qui parle de sanctions contre la France, à des restaurants, au Congrès, qui maintenant n'appellent plus leurs frites des "french fries", on les appelle maintenant des "freedom fries," les frites de la liberté. Et les gens se disent : "mais qu'est-ce qui est arrivé à notre amitié ? Est-ce que la France se souvient de qui l'a libérée ? Pourquoi la France nous trahit-elle" ?

LE PRESIDENT - Il y a deux choses : la première, c'est ne confondons pas quelques excès commis par les médias ou le monde politique et puis la réalité des choses. Nous n'observons aucune espèce de mauvaise volonté de la part des consommateurs américains aujourd'hui à l'égard des produits français, je vous le dis tout de suite. Tout simplement parce que ma conviction, c'est que, profondément, en dehors de l'écume des vagues, profondément, les Américains savent très bien que les Français, et pas seulement depuis le 19ème siècle, bien avant, les Américains savent très bien que les Français ont toujours été leurs amis, toujours. Que dans toutes les grandes circonstances, que dans tous les moments réellement difficiles, les Français ont été aux côtés des Américains. Les Français n'oublient pas ce que les Américains ont fait pendant les deux premières guerres mondiales, pendant les deux guerres mondiales du 20ème siècle. C'est parfaitement présent dans leur esprit et encore plus dans leur cœur. Et la relation entre les Français et les Américains, la relation humaine, est une relation de profonde amitié, je dirai même d'affection.

Et je puis vous assurer que ce ne sont pas les événements actuels qui changeront ce qui, en réalité, est profondément enraciné entre nos deux peuples, c'est-à-dire une certaine conception de l'Homme, de la liberté, de la démocratie, de l'estime mutuelle, de la reconnaissance mutuelle. Et, donc, je ne suis pas de ce point de vue inquiet.

Moi, j'ai beaucoup de contacts avec beaucoup d'Américains et je ne ressens pas du tout chez eux, et malgré l'intensité de la campagne médiatique parfois menée, je ne ressens pas du tout chez eux de cassure dans le sentiment d'amitié entre la France et les Etats-Unis.

J'ajoute une chose importante : c'est que pas plus la France que l'Europe ne remettent en cause un élément essentiel de notre vision du monde multipolaire de demain, c'est-à-dire le lien transatlantique. Nous sommes tous profondément attachés au lien transatlantique, qui est d'autant plus essentiel à nos yeux qu'il s'inscrit dans une vision du monde qui est la nôtre, qui est celle d'un monde multipolaire. Donc, il n'y a rien en réalité qui soit de nature à nous opposer, ni sur le plan culturel, ni sur le plan politique, ni sur le plan de la vision du monde. Il y a une affaire particulière sur laquelle les Américains, l'administration américaine a cru devoir prendre une position très dure et nous considérons que c'est excessif.

Avec les gens pour lesquels je suis indifférent, je ne me fatigue pas à essayer de les convaincre. Mais, lorsque l'on a un ami, un vrai ami, quelqu'un pour qui on a de l'estime, de l'amitié, je dirai même de l'affection, et qu'on le voit prendre un chemin que l'on estime dangereux ou préjudiciable, que l'on estime à tort ou à raison un chemin dangereux ou préjudiciable, l'amitié elle-même justifie, exige qu'on lui dise attention. Moi, j'ai une certaine expérience de la vie politique internationale et je dis très amicalement aux Américains : "attention ! Réfléchissez à deux fois avant de commettre un acte qui n'est pas nécessaire et qui peut être très dangereux, notamment pour alimenter le terrorisme international que nous nous donnons ensemble tant de mal pour essayer de maîtriser".

QUESTION - Monsieur le Président, vous parlez d'amitié, vous parlez de relations qui sont fondées sur l'amour, sur l'affection, mais certains de nos commanditaires ici disent que, maintenant, on est arrivé au psychodrame du divorce et ils disent que vous, vous avez l'impression que vous pouvez mettre au défi les Etats-Unis sans aucun coût. Et, quand Monsieur POWELL dit qu'un veto, ce serait un acte inamical, presque hostile, et que cela pourrait avoir des conséquences graves à long terme pour vos relations avec les Etats-Unis, est-ce que vous acceptez qu'il s'agit d'un problème potentiel pour l'avenir ? Et que pensez-vous pouvoir faire pour pouvoir réparer les dégâts ?

LE PRESIDENT - Je ne crois pas que cela soit un problème pour l'avenir. Comme vous le dites vous-même en citant d'autres, c'est un psychodrame. Un psychodrame, c'est une affaire théâtrale, ce n'est pas quelque chose qui a des racines profondes. Je le répète, la relation, pour les raisons que j'évoquais tout à l'heure, entre les Etats-Unis et la France n'est pas susceptible d'être réellement mise en cause par des mouvements d'humeur. Donc je ne suis pas de ce point de vue inquiet.

QUESTION - Si la guerre commence, si la diplomatie s'effondre complétement, quelle sera votre attitude, quelle sera l'attitude de la France à ce moment-là ? Est-ce que vous souhaitez une victoire rapide aux troupes britanniques et américaines ?

LE PRESIDENT - Evidemment. Plus la victoire sera rapide et moins les dégâts seront importants sur le plan humain mais aussi sur le plan matériel. Donc, bien entendu, nous souhaitons une victoire rapide. Moi, je souhaite une victoire complète, sans tirer de coups de feu. Et je crois qu'elle est possible, cette victoire, par le biais des inspections. Des inspections, je le répète, qui marchent et qui peuvent nous conduire à la victoire, c'est-à-dire l'élimination totale des armes de destruction massive de Bagdad sans avoir pour autant à utiliser les moyens guerriers.

QUESTION - Et le soutien matériel que la France accordera à cette guerre ? Quel soutien la France accordera-t-elle à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, si guerre il y a ?

LE PRESIDENT - Je ne sais pas ce que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne demanderont le cas échéant à la France. Jusqu'ici, les Etats-Unis n'ont demandé qu'une chose, qui étaient les autorisations de survol. Ce que j'ai bien volontiers accordé justement parce que nous sommes alliés et amis même si, par ailleurs, je désapprouve profondément la guerre aujourd'hui.

QUESTION - Si on arrive à un stade où on a besoin de plus de troupes alliées, est-ce que la France envisagerait d'envoyer des troupes ?

LE PRESIDENT - C'est une question qui ne se pose pas.

QUESTION - Vous avez étudié aux Etats-Unis, vous avez travaillé un petit peu aux Etats-Unis, vous dites que vous aimez les Etats-Unis. Ainsi que je l'ai dit, bon nombre d'Américains se sentent trahis. Est-ce que vous avez quelque chose à dire en anglais, car vous parlez l'anglais, aux Américains ce soir ?

LE PRESIDENT - Hélas, mon anglais, je l'ai beaucoup oublié par manque de pratique et je ne voudrais pas estropier, devant une audience aussi considérable, la langue de Shakespeare. Mais je voudrais simplement dire aux Américains, du fond du coeur, qu'il faut dépasser les passions du moment, il faut inscrire les choses dans une certaine vision du monde, avec une conscience historique.

Je voudrais leur dire que les problèmes auxquels l'humanité est confrontée au début de ce 21ème siècle et qui doivent faire l'objet d'une vraie réflexion et non pas de pulsions, c'est d'abord la nécessité de refuser les affrontements, les confrontations inutiles, la guerre ou le choc des civilisations, des religions. ça, c'est pire que tout. Seuls le dialogue, le respect de l'autre, la discussion, nous permettront d'avoir un monde serein, plus équilibré et moins guerrier.

Le deuxième problème, qui est également dramatique même si on en parle peu, c'est la dégradation très forte, et qui va devenir irréversible, de notre planète si on continue à l'exploiter comme nous l'exploitons. ça, c'est également un vrai problème qui mériterait qu'ensemble, nous discutions sur la base de connaissances acquises, de prévisions scientifiques, pour essayer de porter remède à cette situation et de corriger nos folies. Voilà ce que je voudrais dire aux Américains, c'est à cela que nous devons réfléchir ensemble : créer des forces de paix et de

dialogue, de respect des uns des autres dans le monde et assurer une exploitation convenable de notre planète pour que nos enfants puissent y vivre également dans la sérénité.

And I just want to tell them also, because you want absolutely me to say a few words in english, I want to tell them also that France and I have always been friends of the United States. And this will not change. We are very very attached to this situation where two centuries of common life with great help given to us by the Americans and before by us to the Americans cannot be hidden by a problem of a few weeks and by a difference of views on a specific problem. We have the same goal, the same will, but we don't want, we have not the same way to go to that goal.

QUESTION - A la veille de ce qui semble être la guerre, qu'avez-vous à dire au Président BUSH dont vous dites que c'est un ami ?

LE PRESIDENT - Que je ne partage pas sa vision des choses, que je n'approuve pas son initiative et que, naturellement, je souhaite de tout coeur que les choses se passent le mieux possible. Le mieux possible, pour moi, c'est par le désarmement de façon pacifique. Et, s'il y a la guerre, avec le moins de drames.

QUESTION - Il y a maintenant un concept qui est que les Américains donneraient peut-être un délai d'une semaine à Saddam HUSSEIN pour qu'il quitte l'Iraq et donc pour mettre fin à cette crise. Est-ce que vous accepteriez cela ?

LE PRESIDENT - Il y a longtemps que j'ai dit que le plus grand service que Saddam HUSSEIN pourrait rendre à son peuple, puisqu'en tant que dirigeant j'imagine tout de même qu'il aime son peuple, que le plus grand service qu'il pourrait lui rendre, c'était de disparaître et que les conditions de cette disparition pouvaient naturellement être évoquées, notamment au Conseil de sécurité. Mais, dans l'état actuel des choses, les quelques tentatives qui semblent avoir été faites n'ont pas été couronnées de succès. Je le regrette.

QUESTION - Monsieur le Président, il s'agit maintenant de la France qui essaie de limiter la puissance, de restreindre la puissance américaine. Est-ce que c'est de ça qu'il s'agit, au fond ?

LE PRESIDENT - ça, c'est vraiment les vieux mythes. Pourquoi voulez-vous que la France veuille restreindre la puissance américaine ? Et, même si elle le voulait, comment pourrait-elle le faire ? C'est un raisonnement absurde, totalement dépourvu de tout réalisme. Alors, j'essaie tout de même d'être plus sérieux dans l'appréciation que je fais des choses et dans la vision que j'ai du monde. C'est ridicule.

QUESTION - Ici, bon nombre de journaux disent que vous êtes un héros et disent même que votre position vous permettrait de vous voir accorder le Prix Nobel de la Paix. Naturellement, aux Etats Unis et en Grande Bretagne, on dit que vous essayez d'apaiser, de trop apaiser ce terrible dictateur qui a trop d'armes de destruction massive, que vous essayez de trop l'apaiser, que vous essayez de faire ce qu'il veut.

LE PRESIDENT - Sur Saddam HUSSEIN, j'ai exactement le même sentiment que George BUSH ou Tony BLAIR, ou d'ailleurs que les autres chefs d'Etat et de Gouvernement quelles que soient leurs positions. Ce n'est donc pas du tout un problème de jugement sur un homme ou un régime, pour ne pas dire sur une dictature et une des pires, hélas pas la seule. Je voudrais tout de même rappeler qu'il y a une liste, derrière, et que, si on doit faire la guerre sans avoir utilisé tous les autres moyens disponibles pour faire disparaître toutes les dictatures dans le monde, on a du pain sur la planche.

Je ne crois pas du tout que cela apaise, comme vous dites, le dictateur, pas du tout. Je pense que plus on va le menacer, plus il aura des réactions de bête blessée. Je le répète, chaque jour il fait un pas supplémentaire en Iraq dans la coopération, un pas peut être insuffisant et qui demande à être accéléré, pour le désarmement par les inspecteurs. Accompagnons ce mouvement jusqu'à ce que les inspecteurs nous disent, soit : "on ne peut plus, on est bloqué", soit : "on a gagné". Et ma conviction, c'est qu'on peut gagner par cette voie.

QUESTION - Une dernière question, de façon à s'assurer que je comprends bien. A un moment, vous nous dites : "la présence de tant de troupes, c'est ce qui l'a amené à coopérer et c'est plus que ce qu'il a fait pendant de nombreuses années, c'est vrai". Alors, pourquoi est-ce que vous n'avez pas envoyé de troupes pour vous associer à cette menace, peut être que les choses

pourraient finir beaucoup plus rapidement ?

auraient fini beaucoup plus rapidement ?

LE PRESIDENT - Je vous le répète : de toute façon, au point où on en est, les Américains n'ont besoin de personne. Tous ceux qui le veulent peuvent venir, c'est-à-dire les Anglais viennent en plus. La présence et la force américaines, la puissance aérienne, navale, terrestre des Etats Unis exercent à elles seules la totalité des pressions.

Je le répète, la France a considéré qu'il y avait une autre voie possible, qui était plus conforme aux intérêts non seulement de la solution du problème que nous cherchons à régler mais également de cette conception du monde que j'évoquais tout à l'heure et qui a pour objectif de diminuer au maximum les risques de guerre.

Alors, ne commençons pas par faire une guerre si elle n'est pas absolument nécessaire. Je vous le répète, je ne suis pas pacifiste. La France est le plus gros contributeur en troupes de l'OTAN à l'extérieur actuellement. Je ne suis pas un pacifiste. Mais, simplement, je dis que la guerre est la dernière et le dernier argument quand tout le reste a été fait. Et nous ne sommes pas dans cette situation. Voilà.

QUESTION - Merci beaucoup, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Merci.